

colibacilles dans presque tous ces échantillons, plus peut-être dans ceux qui venaient de la rivière des Prairies et de la rivière des Mille-Îles.

Un médecin que j'ai rencontré et à qui j'ai demandé le résultat de ces examens m'a répondu qu'il est plus que probable que l'épidémie de typhoïde qui a sévi, il y a cinq ans, était causée par l'eau polluée de la rivière des Prairies, à la hauteur de Saint-François-de-Sales, de Saint-Vincent, de Montréal-Nord, ainsi que de La Visitation, dans Ahuntsic. Des échantillons nous sont parvenus de partout.

Monsieur l'Orateur, si j'ai tenu à parler du dragage de la rivière des Prairies et de la rivière des Mille-Îles, c'est que la politique générale du gouvernement contre la pollution—et je voudrais qu'on le comprenne bien une autre fois—est dans l'intérêt de tous les citoyens. Je suis convaincu que cet appel sera entendu.

J'ai eu l'occasion, depuis quelque temps, avec mes collègues de Laval (M. Roy), de Duvernay (M. Kierans), de Terrebonne et d'ailleurs de rencontrer les ministres intéressés. Nous sommes actuellement à faire une étude plus approfondie de ce problème. Les ingénieurs nous ont exposé ce qui en était, et attendons avec impatience l'adoption de lois plus complètes sur la pollution, et ce dans l'intérêt de la population.

Monsieur l'Orateur, avant de terminer mon discours, je m'en voudrais de ne pas faire comme tous mes préopinants. Je désire féliciter les motionnaires de l'Adresse en réponse au discours du trône (MM. Trudel et Douglas (Assiniboia)). Ils se sont montrés dignes de la confiance que leurs électeurs avaient mise en eux et je suis sûr, après les avoir entendus, qu'ils ont confiance en leur avenir au Parlement. (*Applaudissements*)

**M. Adrien Lambert (Bellechasse):** Monsieur le président, je voudrais d'abord offrir mes félicitations très sincères à l'Orateur suppléant (M. Honey) qui, j'en suis sûr, va remplir son mandat très dignement, car il jouit de l'entière confiance de tous les députés.

Je voudrais également féliciter les motionnaires de l'Adresse en réponse au discours du trône (MM. Trudel et Douglas (Assiniboia)). Ils se sont acquittés de leur responsabilité d'une façon admirable. Au fait, il était normal pour eux de faire ressortir les accomplissements du gouvernement.

Je voudrais également féliciter d'une façon bien spéciale mon préopinant, qui vient de prononcer un discours magnifique, faisant remarquer, notamment, qu'on avait encore une fois sacrifié la personne humaine pour sauver la piastre. Prétextant l'inflation, on a laissé s'aggraver le problème de la pollution. A son instar, je déplore le fait que cette situation se continue et je l'appuie de tout cœur dans ses revendications, afin qu'on prenne le plus tôt possible les dispositions nécessaires pour enrayer ce fléau national.

Le discours du trône est l'énoncé habituel de la politique que le gouvernement entend suivre et des mesures législatives qu'il entend faire adopter par le Parlement. Celui de cette année ne déroge pas à la règle; il fourmille de belles phrases qui plaisent à l'oreille et qui donnent de l'espoir, mais il ne traite aucunement des moyens que le gouvernement prendra pour établir une vraie société juste.

Le discours du trône traite cependant du conflit qui oppose les générations, et je cite:

Le conflit entre les nouvelles valeurs et celles du passé, le besoin qu'éprouvent les jeunes et les générations déçues d'adopter des attitudes et des perspectives neuves provoquent forcément malaise et tension. C'est une époque visitée par la violence, vers laquelle se tournent, éperdus, des hommes lancés à la poursuite d'objectifs incertains.

Cette dernière phrase est très significative. En effet, l'époque que nous vivons nous offre peut-être la dernière chance de choisir notre destinée au lieu de la subir. Mais cela ne peut se réaliser qu'à une condition, soit que l'homme ne soit pas l'esclave du progrès, mais bien son maître. Et à cette fin, monsieur l'Orateur, il est essentiel que le gouvernement ait le courage de faire les réformes financières nécessaires pour mettre notre système monétaire au service de toute la nation, alors qu'en ce moment nous en sommes les esclaves.

Pourtant, le gouvernement semble conscient de cette situation. Il semble également comprendre que le changement constitue la réalité la plus pressante, puisqu'il déclare:

Si nous ignorons ce que nous auront finalement réservé les années soixante-dix, la mutation en cours est déjà si avancée que l'homme ne peut plus désormais se satisfaire de réagir aux événements. Il doit prévoir et planifier; comprendre que le contentement ou l'indifférence sont illusoire; admettre que le changement constitue la réalité la plus pressante; reconnaître qu'il importe, plus que jamais, de considérer comme des valeurs définitives la vérité, l'honnêteté, l'excellence et la pertinence; savoir que l'amour et la compassion doivent animer toute société digne de ce nom.

Monsieur l'Orateur, la dictature économique souvent dénoncée, il y a plus de 30 ans, par des hommes politiques tels que René Chaloult et le docteur Philippe Hamel a continué de régner en maître au Canada, et particulièrement au Québec, indépendamment du gouvernement au pouvoir. Les droits fondamentaux de la personne humaine ne sont pas respectés malgré les progrès extraordinaires accomplis dans le domaine de la science et au niveau de la productivité.

Des malades, incapables de gagner leur vie, se heurtent encore, en 1970, à des difficultés quotidiennes à cause d'un manque de revenu pouvant leur permettre de satisfaire à leurs besoins essentiels. Il se trouve encore plusieurs personnes qui vivent dans la misère et qui reçoivent une petite allocation de \$30 à \$50 par mois, et ce dans un pays aussi riche que le Canada. Dans certains cas, trop nombreux hélas, on multiplie les enquêtes, on retarde les procédures et, pendant ce temps, ceux qui sont dans le besoin se font prêcher la patience, etc. Mais au fond de leur cœur, ils se sentent abandonnés et refusent de croire aux avantages que la vie en société peut leur apporter. L'administration est trop lente. On ne répond pas toujours en tenant véritablement compte des besoins et du revenu réel de chacun. Très souvent, nous recevons des plaintes à ce sujet et il m'arrive d'en faire la vérification et de découvrir, malheureusement, que la personne qui se plaint a raison de le faire. Et, à ce sujet, on devrait reconnaître que les rapports de l'enquête sénatoriale présentement en cours à travers le pays ne sont certainement pas exagérés et que les enquêteurs font des recommandations pour tâcher de corriger cette situation.